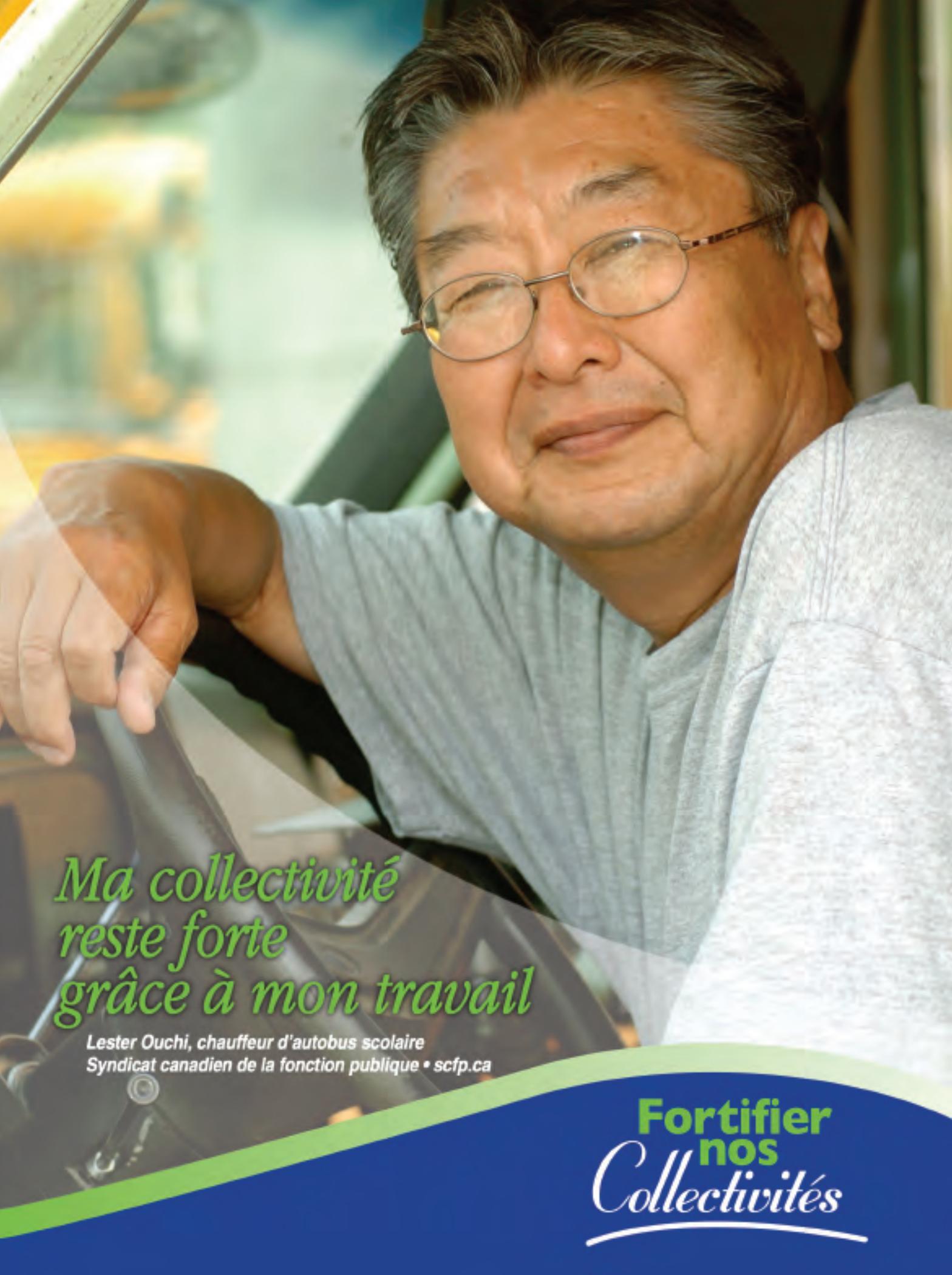


S'ORGANISER

Vivre en ville
Le Nouveau pacte pour les villes
et les membres du SCFP





*Ma collectivité
reste forte
grâce à mon travail*

Lester Ouchi, chauffeur d'autobus scolaire
Syndicat canadien de la fonction publique • scfp.ca

**Fortifier
nos**
Collectivités

Rencontres avec nos employeurs

Nous devons être là où ils sont avec nos idées



Paul Moist à un rassemblement pour l'équité salariale chez Bell Canada, à Montréal, juin 2005.

Habituellement, nous rencontrons nos employeurs uniquement en temps de crise, que ce soit aux piquets de grève ou en lock-out, en face d'eux à la table de négociation, dans le cadre d'un arbitrage ou même en cour.

Ce sont des situations très tendues qui ne permettent pas d'échanges d'idées sur des préoccupations communes. Parfois, ces confrontations sont inévitables. Au SCFP, nous ne reculons jamais et nous continuerons de lutter contre les employeurs injustes et ceux

qui sont décidés à privatiser. Mais nous voulons aussi des dialogues ouverts avec nos employeurs lorsqu'un échange d'idées peut être utile et sain.

Depuis notre dernier numéro de *S'Organiser*, j'ai rencontré vos employeurs. J'ai échangé des points de vue avec des maires, des conseillers et des gestionnaires municipaux, des administrateurs de services de santé et des directeurs de bibliothèque, entre autres. Je leur ai parlé d'enjeux qui pourraient avoir des répercussions sur nos lieux de travail. J'ai présenté nos opinions sur les décisions qu'ils pourraient prendre, appuyé par des recherches approfondies qui étayaient notre politique sur les collectivités fortes.

Je les ai aussi rencontrés dans le cadre d'assemblées, comme le congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) à St. John's, Terre-Neuve, en juin. Environ 1800 délégués de tout le Canada ont assisté à la rencontre, ce qui a permis à nos dirigeants nationaux d'entamer avec eux des discussions sur une gamme de sujets, des partenariats public-privé au Nouveau pacte pour les villes et les collectivités du gouvernement fédéral.

Plus de 500 d'entre eux ont visité notre kiosque « Fortifier nos collectivités » au salon commercial de la FCM. Nous leur avons remis des documents sur la façon d'assurer la force de nos collectivités, nous leur avons parlé de projets coopératifs comme les comités *Eaux Aguets* et *City Watch*, et nous avons échangé sur la formation au travail.

Après cette rencontre, le SCFP national a soutenu quelques-unes de nos sections locales des bibliothèques lorsqu'elles ont rencontré leurs employeurs au congrès de l'Association des bibliothèques canadiennes, à Calgary. Il s'agissait d'une première pour le SCFP dans ce secteur.

Encore une fois, nous parlions à vos employeurs dans des circonstances amicales. Nous devons le faire davantage ... et c'est ce que nous ferons dans le cadre de notre campagne pour fortifier nos collectivités.

Paul Moist
Président national

Table des matières

3 Au cœur de l'action

Abolissons la pauvreté; Prix d'alphabétisation décernés à des membres du SCFP; Cours sur le Web; Deuxième mandat de VP du CTC pour Marie Clarke Walker; Prix de l'ACPS; S'organiser dans la diversité; le Centre canadien des politiques alternatives a 25 ans.

16 Le SCFP au Canada

Victoire pour les travailleurs du conseil scolaire du Cap-Breton; Danny Cavanagh, nouveau président du SCFP de la N.-É.; De meilleures conditions pour l'intégration communautaire de l'Ontario; Winnipeg approuve la collecte privée des ordures; Bilan des élections en C.-B.; Affrontement entre le SCFP et l'AUPE à Lethbridge; Le transport en commun reste public au Québec; L'histoire syndicale du N.-B.; Les membres du SCFP du N.-B. sont unis.

21 Révolution culturelle

Quoi de neuf du côté des livres et des films.

21 Mot du secrétaire-trésorier national

Trois petits tours ... et puis l'argent s'en va !

Reportages

6 Cinq ans en enfer

Lorsque l'éducateur montréalais Alvin Gibbs a été faussement accusé d'agression sexuelle, le SCFP l'a défendu. Maintenant qu'il a été innocenté, le syndicat l'aide à refaire sa vie.
Par Robert Bellerose

8 En page couverture : Vivre en ville

Partout au pays, les membres du SCFP s'efforcent de rendre les collectivités plus fortes. Le Nouveau pacte pour les villes concocté à Ottawa sera-t-il utile ou nuisible ?
Par Karin Jordan et David Robbins

12 Comme dans un roman

Des faibles salaires aux dangereux clients, le travail dans les bibliothèques publiques au Canada n'est pas une sinécure.
Par Barry Doyle



S'ORGANISER

S'Organiser est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique. Veuillez adresser toute correspondance à : Communications-SCFP, 21, rue Florence, Ottawa (Ontario) K2P 0W6. Téléphone : (613) 237-1590. Télécopieur : (613) 237-5508. Nous acceptons de publier les lettres qui nous sont envoyées, mais nous nous réservons le droit de les remanier pour plus de concision ou de clarté. Tout article publié dans S'Organiser peut être repris pourvu que la source soit mentionnée.

Envois de publications, n° de convention de vente : 40005741

Retourner les copies non distribuables au Canada à : Communications-SCFP, 21, rue Florence, Ottawa (Ontario) K2P 0W6

Visitez le site Web du SCFP à www.scfp.ca ou communiquez avec nous à courrier@scfp.ca

Directeur des communications : Ron Verzuh
Rédactrice : Natasha Gauthier
Conception graphique : Julie Turmel

Le personnel de communications : Lou Arab, Robert Bellerose, Alexandre Boulerice, James Chai, Ian Clysdale, Pat Daley, David-James Fernandes, Karin Jordan, Dan Gawthrop, Diane Kalen, Robert Lamoureux, Chris Lawson, Louise Leclair, Dennis Lewycky, Catherine Louli, John McCracken, Shannon McManus, Doreen Meyer, David Robbins, Danielle Savoie, Beth Smillie et Stella Yeadon.

Adjointes à la rédaction : Marjorie Savoie, Manon Lajoie-Beaulne, Hélène Bélanger



Syndicat canadien de la fonction publique

Conseil exécutif national

Président national – Paul Moist
Secrétaire-trésorier national – Claude Généreux

Vice-présidences générales

Mario Gervais
Tom Graham
Rick MacMillan
Barry O'Neill
Patrick (Sid) Ryan

Vice-présidences régionales

Donna Ryan – Terre-Neuve et Labrador
Betty Jean Sutherland – Nouvelle-Écosse
Daniel Légère – Nouveau-Brunswick
Donalda MacDonald – Île-du-Prince-Édouard
Charles Fleury – Québec
Claude Turcotte – Québec
Michael Hurley – Ontario
Candace Rennick – Ontario
Judith Mongrain – Nord de l'Ontario
Kevin Rebeck – Manitoba
Frank Mentès – Saskatchewan
D'Arcy Lanovaz – Alberta
Mark Hancock – Colombie-Britannique
Fred Muzin – Colombie-Britannique

Vice-présidences à la diversité

Dharam Boodhoo
Leo Cheverie



Congrès national du SCFP 2005

Du 3 au 7 octobre
Au Centre des congrès de Winnipeg,
au Manitoba

Ne ratez pas cet événement !
Visitez notre site (www.scfp.ca) pour tous les renseignements.

Le SCFP accumule les honneurs aux prix de l'ACAM

Partout au Canada, les sections locales du SCFP se consacrent à l'amélioration et à l'enrichissement de la vie de leurs membres grâce à l'alphabétisation, à l'éducation et à l'apprentissage en milieu de travail. Maintenant, ce dévouement est reconnu et louangé sur la scène nationale.

À la rencontre annuelle de l'Association canadienne des administrateurs municipaux (ACAM), le SCFP 759 (cols bleus de la municipalité régionale du Cap-Breton) a remporté un prix national dans la catégorie « Développement de partenariats efficaces et fructueux » pour son programme d'éducation en milieu de travail. Mis sur pied avec le soutien de la municipalité régionale du Cap-Breton et du ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse, ce programme permet aux travailleurs d'obtenir leur diplôme d'études secondaires (GED – General Educational Development) de même qu'un certificat en informatique de base.

« Ce dont nous sommes le plus fiers, c'est de voir nos membres devenir plus confiants dans leur vie de tous les jours grâce à l'éducation en milieu de travail, dit Mike Mombourquette, vice-président du SCFP 759. C'est ce qui nous encourage à poursuivre ces programmes. Je sais exactement ce que ressentent ces membres puisque je suis moi-même diplômé d'un cours de GED qui avait été organisé par mon syndicat et notre employeur, en 1997. »

Dayna Paltridge, membre du SCFP 500 (travailleurs municipaux de Winnipeg) a aussi été honorée à l'ACAM. Elle a reçu le prix de la « Réussite en apprentissage », qui souligne le travail d'une personne ayant démontré une persévérance admirable en alphabétisation et en éducation permanente. M^{me} Paltridge, qui souffre de problèmes de vision et de dyslexie, a décroché de l'école secondaire mais s'est par la suite inscrite à un programme de GED offert par un collège communautaire de sa région.

Grâce au programme de compétences de base du SCFP, elle a suivi des cours d'informatique, de leadership et de perfectionnement

des compétences. Son employeur lui a aussi accordé le financement nécessaire pour terminer une certification en arboriculture, ce qui lui a ouvert de nouvelles possibilités d'emploi.

« J'ai habituellement un peu de difficulté à accepter les compliments, dit la col bleue de Winnipeg. Je ne me trouve pas particulièrement meilleure que les autres. Mais cette fois-ci, je peux dire que je suis fier de ce que j'ai accompli. »

M^{me} Paltridge veut suivre d'autres cours sur des sujets aussi variés que la tenue d'un journal intime et la résolution de conflits. Elle veut aussi devenir bénévole en tutorat



De g. à dr. : Mike Mombourquette, v.-p. du SCFP 759; John Evans, délégué syndical en chef; Gloria Charsley, conseillère en développement syndical pour l'Atlantique; Ross Grimes, directeur régional de l'Atlantique; Jacquie Bramwell, conseillère syndicale du SCFP. Cette année, l'ACAM a tenu sa conférence annuelle et sa cérémonie de remise des prix à St. John's, Terre-Neuve.

l'année prochaine. « C'est inouï le nombre de personnes qui ne savent pas lire à Winnipeg, s'exclame-t-elle. Je ne prends pas la lecture pour acquise. C'est un cadeau que je veux transmettre à d'autres. Si vous savez lire, vous pouvez faire n'importe quoi. »

■ John McCracken

Abolissons la pauvreté



En juin dernier, des milliers de personnes se sont rendues à Barrie, en Ontario, pour assister à l'immense concert *Live 8*, présenté dans le cadre de la participation du Canada à la campagne « Abolissons la pauvreté ». Une semaine plus tard, des Canadiens inquiets étaient parmi les manifestants rassemblés au Sommet du G8 à Gleneagles, en Écosse, pour exiger des pays les plus riches qu'ils prennent des mesures plus concrètes contre la pauvreté.

Chaque jour, la pauvreté tue environ 50 000 personnes partout dans le monde, dont 30 000 enfants. La campagne « Abolissons la pauvreté » met au défi le gouvernement canadien et d'autres pays du G8 de fournir une aide accrue aux pays en développement, de rendre le commerce équitable et d'annuler la dette des pays les plus pauvres. La campagne est appuyée par

un large éventail d'organismes de bienfaisance, de syndicats (dont le SCFP), de groupes religieux, d'étudiants, d'universitaires et de vedettes du sport et de la culture. Elle s'inscrit dans le cadre de l'« Action mondiale contre la pauvreté », une campagne internationale à laquelle participent 70 pays.

En plus du concert *Live 8* de Barrie, la campagne canadienne a produit des bracelets blancs « Abolissons la pauvreté », une vidéo tournée par des vedettes et une campagne publicitaire, en plus d'entreprendre un vigoureux lobbying auprès du premier ministre Paul Martin, du ministre des Finances Ralph Goodale et d'autres députés par courriel, lettre et téléphone.

D'ici 2008, M. Martin a promis que le Canada doublerait son aide aux pays africains. Cependant, il refuse de s'engager à allouer 0,7 pour cent du produit national brut à l'aide internationale d'ici 2015. Bono, le chanteur du groupe U2 et militant anti-pauvreté, s'est dit déçu et a invité les Canadiens à appeler le premier ministre et à lui écrire pour exiger qu'il s'engage à atteindre la cible du 0,7 pour cent.

Cliquez sur www.abolissonslapauvrete.ca ou sur www.oxfam.ca pour savoir comment vous pouvez aider à abolir la pauvreté.

■ Natasha Gauthier

Une ouverture sur le Web

Le personnel de l'éducation et des communications du SFCFP propose aux sections locales un cours de deux jours sur l'utilisation du service sans frais d'hébergement de sites Web du SFCFP.

Le syndicat a commencé à offrir gratuitement aux sections locales des sites Web en 2003. En plus de fournir un manuel d'instructions en ligne et un soutien téléphonique, le SFCFP organise des cours de deux jours sur l'utilisation de cet outil.

« Si les sections locales fournissent leur propre contenu, le cours peut leur permettre de passer de rien du tout à un site Web de base en deux jours, selon Chris Lawson, expert en sites Web au SFCFP national et l'un des animateurs du cours. Presque tout le monde peut le faire. Si vous savez utiliser une souris et que vous pouvez dactylographier avec au moins deux doigts, vous avez ce qu'il faut. »

Le SFCFP a offert trois cours l'année dernière : à Winnipeg, à St. Catharines, en Ontario, et à Summerside, à l'Île-du-Prince-Édouard.

Six à 12 participants sont requis pour offrir un cours. Les sections locales sont aussi responsables de trouver un endroit qui convient dans leur région.

« Parce qu'il s'agit d'un cours pratique en informatique, nous avons besoin d'une salle avec un ordinateur branché sur Internet pour chaque participant, précise M. Lawson. Les collèges communautaires, les conseils scolaires et même certains employeurs possèdent des espaces de formation en informatique qui peuvent être loués à peu de frais. »

Les sections locales intéressées peuvent communiquer avec leur conseiller régional en éducation. Visitez <http://scfp.ca/www/webhosting> pour en savoir plus.

■ **Natasha Gauthier**

Membre du SFCFP élue à un deuxième mandat par les délégués du CTC



Marie Clarke Walker, travailleuse au conseil scolaire de Toronto (SFCFP 4400), a été élue par acclamation au poste de vice-présidente exécutive du Congrès du travail du Canada (CTC) pour un deuxième mandat consécutif de trois ans, au 24^e congrès du CTC, tenu à Montréal du 13 au 17 juin.

Ken Georgetti, président du CTC, était contesté par Carol Wall, membre du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier, qui a remporté plus d'un tiers des voix.

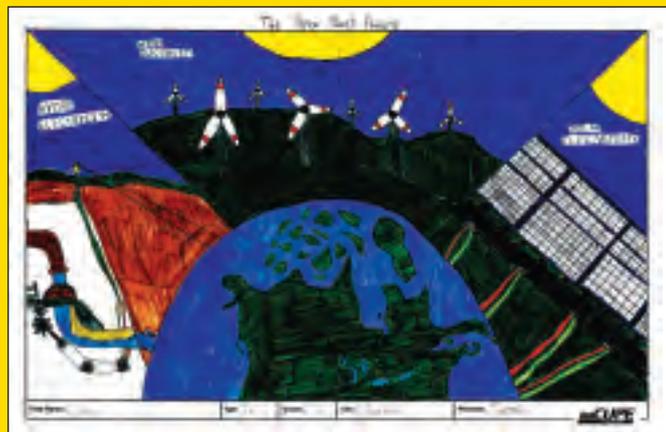
Aux microphones de la salle du congrès, les délégués du SFCFP ont défendu des douzaines de résolutions sur l'amélioration des soins de santé, des garderies et de l'infrastructure municipi-

pale. Environ 250 délégués du SFCFP ont participé aux débats et adopté des énoncés de politique sur les partenariats public-privé, la formation au travail et l'éducation permanente, ainsi qu'un programme syndical pour le développement industriel et économique.

Le président national du SFCFP, Paul Moist, et d'autres délégués du SFCFP ont aussi participé à une manifestation en faveur de l'équité salariale pour les travailleuses de Bell Canada.

Le congrès a également adopté un plan d'action visant à invalider la décision de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli sur les soins de santé privés; une stratégie pour aider à syndiquer les employés de Wal-Mart; la promotion d'un programme national de garderies; la création d'une loi nationale sur l'éducation postsecondaire et la formation; de meilleurs régimes de retraite publics; des ententes de partenariats pour accroître la représentation des travailleurs autochtones dans la population active; et l'appui au Nouveau pacte pour les villes.

■ **Ron Verzuh**



“Les trois meilleures sources d'énergie” par Chris, 16 ans, de l'Ontario.

Lauréats du concours du Jour de la Terre

Neuf enfants ont gagné des appareils-radio écologiques au troisième concours annuel d'affiches du Jour de la Terre (22 avril), organisé par le SFCFP. Les lauréats, âgés de six à 16 ans, représentent presque toutes les provinces. Leurs affiches abordent toute une gamme de sujets, des espèces en danger à la pollution, en passant par le recyclage. Le concours est commandité par le comité national du SFCFP sur l'environnement et organisé par le service de la santé et de la sécurité à Ottawa. Visitez www.scfp.ca pour visionner toutes les affiches gagnantes.

Les communicateurs du SCFP grands gagnants à L'ACPS

Le SCFP a remporté plusieurs prix à la conférence annuelle de l'Association canadienne de la presse syndicale (ACPS), qui a eu lieu à Ottawa en juin.

La division des services de santé de la C.-B., Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), a gagné le prix de la meilleure publication générale produite par des membres du personnel pour son bulletin *The Guardian*. Le numéro de novembre 2004 de la revue *S'Organiser* a remporté le prix du graphisme pour l'excellence de sa mise en page et de sa conception. Le cahier du SCFP national sur la négociation de l'égalité a reçu le prix « Breaking Barriers » (Abattre les barrières) pour un projet de communications qui accroît la participation et l'accès des membres en plus d'aider à vaincre la discrimination.

L'article de Doug Smith « We need each other in Canada » (Nous avons besoin les uns des autres au Canada), publié dans la revue du SCFP national *Fortifier nos collectivités*, a remporté le prix Ed Finn remis au meilleur article. *News and Views*, du SCFP 79, a gagné pour son excellence en rédaction dans la catégorie des sections locales de 1000 membres ou plus.

Le prix du meilleur panneau mobile est allé au matériel de campagne du SCFP de la C.-B. « Public Education Builds Strong Communities » (L'éducation publique fortifie les collectivités). Le prix de la meilleure publicité imprimée est allé à l'annonce produite par le SEH « Not wanted » (On ne veut pas de vous), tandis que le prix pour la meilleure publicité allait au SCFP de la C.-B. pour « Confessions of a Translink director » (Confessions d'un cadre de Translink). Les meilleures illustrations étaient « The Custodian » (Le concierge) commandée par le SCFP 3570 (dessinée par Ted Dave et Deb Rooney) et celle du SCFP 2950, « Bewildered » (Dépassés), (créée par des bénévoles).

■ Doreen Meyer



S'organiser dans la diversité

En mai, les travailleurs de couleur et d'autres groupes en recherche d'égalité se sont réunis à Toronto dans le cadre d'un atelier de trois jours. Ils en ont profité pour discuter de stratégies et de méthodes pour renforcer la diversité et accroître les effectifs du SCFP.

Les séances de travail ont permis aux participants de se familiariser avec des domaines comme les affaires juridiques, l'éducation et les communications afin d'acquérir les outils dont ils auront besoin comme membres-organiseurs dans de futures campagnes.

« Ce genre de projet est important pour le SCFP, qui tient à ce que le syndicat représente la diversité des collectivités du Canada, affirme Dharam Boodhoo, vice-président national de la diversité. Il ne suffit pas d'être ouvert pour assurer l'équité. Il faut aussi refléter les valeurs, les enjeux et les défis au travail de toutes nos collectivités. »

■ Robert Lamoureux

Le Centre canadien des politiques alternatives à 25 ans

L'un des groupes de réflexion les plus progressistes au Canada fête son anniversaire d'argent.

Le Centre canadien des politiques alternatives (CCPA) est un institut de recherche indépendant et non partisan qui s'intéresse aux enjeux de justice sociale et économique. Le CCPA offre des analyses et des idées de politiques aux médias, à la population en général, aux organisations de justice sociale et syndicale, aux universitaires et aux gouvernements. Son information est produite par une alliance d'universitaires et de chercheurs de gauche, qui s'efforcent de fournir un contrepoint bien nécessaire aux opinions conservatrices et favorables aux grandes entreprises.

Fondé en 1980, le CCPA est passé d'un petit groupe de trois personnes accablées par les déficits et l'incertitude structurelle à une voix nationale respectée, dotée d'un secrétariat important à Ottawa, de bureaux régionaux en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario et en Nouvelle-Écosse et d'un budget annuel de plus de 3 millions de dollars.

Plusieurs représentants du SCFP national ont assisté dernièrement au gala d'anniversaire de l'institut à Ottawa. Tenue au Centre national des arts, la soirée était animée par le président du CCPA, Larry Brown, avec la participation d'Avi Lewis, le célèbre cinéaste et communicateur canadien.

Cliquez sur www.policyalternatives.ca pour en savoir plus sur le CCPA et ses travaux de recherche.

■ Natasha Gauthier

Cinq ans en

ENFER

Robert Bellerose nous raconte la saga d'Alvin Gibbs, un éducateur montréalais faussement accusé d'agressions sexuelles sur des mineurs.

Après cinq années, le cauchemar d'Alvin Gibbs semble tirer à sa fin. Faussement accusé d'agressions sexuelles sur des mineurs, l'éducateur membre du SCFP 2718 a été disculpé de tous les chefs d'accusation qui pesaient contre lui. Fauché, ébranlé, meurtri, il tente aujourd'hui de retrouver une vie normale avec l'appui de sa famille, de ses amis et de son syndicat.

« Je ne sais pas où je serai aujourd'hui sans le SCFP, lance M. Gibbs, qui travaille aux Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw, une institution montréalaise pour les enfants et adolescents anglophones en difficulté. Je serais probablement en prison pour un crime que je n'ai pas commis. J'aurai pu y laisser ma peau. »

Son histoire est digne d'un roman de Franz Kafka. Accusé d'agressions sexuelles par des bénéficiaires du centre, Alvin Gibbs est d'abord suspendu de son emploi en octobre 2000. Puis, en mars 2001, il est congédié par son employeur. La direction de Batshaw croit qu'il s'est livré à des activités sexuelles avec des adolescents. En septembre 2001, des accusations criminelles sont portées contre lui.

En novembre 2003, après 23 séances d'audition étalées sur deux ans, l'arbitre de grief Jean-Marie Lavoie rejetait toutes les accusations et ordonnait la réintégration immédiate de l'éducateur dans ses fonctions. En juin 2004, la juge Élisabeth Corté de la Cour du Québec rejetait, elle aussi, les cinq chefs d'accusation criminelle à l'encontre de M. Gibbs.

Tout au long de cette saga judiciaire, convaincus de son innocence, ses consœurs et confrères n'ont cessé de lui apporter un soutien moral, financier et juridique.



Alvin Gibbs : « Ça pourrait arriver à n'importe qui. »
(Toutes les photos : Didier Debusschère)

LE TRIOMPHE DE LA VÉRITÉ

À la lumière de la sentence arbitrale et du jugement de la Cour, il est ressorti que les jeunes à l'origine des accusations avaient fait de fausses déclarations à la police. Un des adolescents a même admis s'être prétendu victime afin de pouvoir poursuivre le centre et toucher une compensation monétaire.

« J'ai toujours dit que la vérité triompherait, dit M. Gibbs. Lorsqu'on sait qu'on n'a rien à cacher, on peut mieux supporter une telle épreuve. Cependant, ce qui m'a vraiment troublé, c'est que cette histoire a été tellement longue que les gens qui ne me connaissent pas ont eu le temps de se faire toutes sortes d'idées. Surtout que j'étais accusé des pires horreurs. Des étrangers m'appelaient à la maison pour me dire des bêtises ou ils raccrochaient. C'est ce qui a été le plus pénible. »

On aurait pu croire que l'enfer prendrait fin avec les acquittements. Malgré les jugements, le Centre Batshaw tente de faire casser la décision arbitrale ordonnant le retour de l'éducateur à son emploi.

En septembre 2004, la Cour supérieure lui donne une fois de plus raison et rejette la requête en révision judiciaire présentée par l'employeur.

REBÂTIR SA VIE

Sans ressources financières depuis cinq ans, c'est de peine et de misère que M. Gibbs est arrivé à joindre les deux bouts et garder sa dignité. Il a même dû quitter son domicile pour emménager chez sa sœur.

« D'un salaire à plein temps, je suis passé à l'aide sociale qui me donnait moins de 500 \$ par mois pour vivre. Mes collègues et ma section locale passaient le chapeau pour m'aider à tous les mois, sinon j'aurais été sérieusement dans le pétrin. »

Fort de ses victoires devant les tribunaux, M. Gibbs a demandé de récupérer le salaire perdu. Malheureusement, l'arbitre de grief a rejeté sa demande. Même si tous les tribunaux ont reconnu son innocence, l'employeur a fait valoir que la Cour lui avait émis une ordonnance l'interdisant de se trouver en présence de mineurs le temps que la cause soit entendue. En retenant cet argument, l'arbitre l'a privé de trois ans de salaire. M. Gibbs comptait sur cette somme pour rembourser les dettes accumulées, soit environ 60 000 \$.

Au Québec, il existe un programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels, malheureusement inutile pour Alvin Gibbs, plutôt victime de faux témoignages. Une fois de plus, le syndicat a pris la situation en main.

Au congrès régional du SCFP à Québec, en mai dernier, les individus et sections locales ont contribué près de 15 000 \$ au « Fonds Alvin Gibbs ». De plus, Mario Gervais, président du SCFP Québec, et Claude Généreux, secrétaire-trésorier du SCFP national, se sont tous deux engagés à doubler la somme totale recueillie.

« Je viens aujourd'hui même de recevoir un chèque du syndicat qui va me permettre de rembourser une partie de ma dette, se réjouit M. Gibbs. Je vais enfin pouvoir mieux dormir; ma sœur ne perdra pas sa maison à cause de moi. »

Depuis la fin mars 2005, il a repris son travail à Batshaw. Le retour se fait progressivement et il doit éventuellement être à son poste cinq jours semaine. Son employeur lui a donné la charge d'un des groupes les plus difficiles, soit les 14-17 ans.

« Je travaille dans une des sections les plus difficiles du centre, signale-t-il. Un des jeunes, parce que je l'ai discipliné, a fait des graffitis obscènes sur le mur de la salle de bain. C'est dur. Mais je veux prouver [à l'administration] que je suis plus fort qu'ils ne le croient. Mon syndicat et mes collègues ont toujours eu confiance en moi, alors je vais y arriver. »

À tous ceux et celles qui croient que ce genre d'histoire ne pourrait jamais leur arriver, Alvin Gibbs offre un conseil :

« Moi aussi, je me croyais à l'abri, observe-t-il. Mais ça pourrait arriver à n'importe qui – noir, blanc, jaune, peu importe. Dieu merci, mon syndicat était là. » ■

Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir d'en haut à gauche : Les délégués au congrès de Québec ne se sont pas faits prier pour aider leur confrère. M. Gibbs, la tête haute, avec le président du SCFP 2718, Yves Paprocki. M. Gibbs serre la main du président national, Paul Moist.



Vivre en

VILLES

Le Nouveau pacte pour les villes est-il vraiment une bonne affaire pour nos collectivités ? **Karin Jordan** and **David Robbins** posent la question aux travailleurs municipaux du SCFP.



Depuis longtemps, la détérioration de l'infrastructure et des services municipaux inquiétait Kirk Oates. Ainsi, lorsque le travailleur municipal d'Edmonton a entendu parler du Nouveau pacte pour les villes et les collectivités – le programme fédéral de transfert d'argent aux municipalités pour le renouvellement de l'infrastructure – il a eu l'idée de se présenter aux élections municipales.

« C'est à cause du Nouveau pacte que je suis devenu candidat, affirme M. Oates, qui est membre du SCFP 30 depuis plus de 20 ans. À l'assemblée [de 2004] de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), j'ai cru les femmes et hommes politiques lorsqu'ils ont dit qu'il y aurait de l'argent pour les municipalités. »

Pour M. Oates, la campagne Fortifier nos collectivités du SCFP est plus qu'un slogan : c'est un appel à l'action civique. En octobre 2004, il a brigué les suffrages au conseil municipal de Bon Accord – et a gagné.

Un an plus tard, le chèque du pacte se fait toujours attendre et le conseiller Oates a eu le temps de mieux comprendre les pressions que subissent les municipalités.

« J'observe des travailleurs municipaux et je vois le genre d'outils qu'ils ont dans les

mains, dit-il. Et quand je suis assis à la table du conseil, je réfléchis à comment leur procurer ces outils. »

Bon Accord est une banlieue dorénavant d'environ 1600 résidents au nord d'Edmonton. Elle est en pleine crise de croissance et les conseillers tentent de se débrouiller avec le coût élevé des besoins en infrastructure et l'insuffisance de fonds.

Le Nouveau pacte est censé réinjecter des milliards de dollars dans les coffres municipaux, grâce entre autres au remboursement de la taxe sur les produits et services (TPS) pour les villes et au transfert de la taxe sur l'essence (voir l'encadré). Pour les collectivités à court d'argent partout au pays, ce n'est pas trop tôt.

« À Edmonton, l'entretien des parcs a été réduit, explique M. Oates. Les normes d'entretien des routes ne sont pas les mêmes qu'il y a 20 ans. »

David Gould, président des cols bleus de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick (SCFP 18) ressent aussi la pression que subissent les municipalités. Son conseil municipal vient d'engager son premier employé permanent depuis 1968. « La ville tient le coup mais, comme pour les autres villes, nous attendons le financement avec impatience », dit-il.

Bill Guthrie est vice-président du SCFP 416, cols bleus de Toronto. M. Guthrie est travailleur municipal à Toronto depuis plus de 30 ans et il dit n'avoir jamais vu les rues en si mauvais état.

À Montréal, l'état déplorable du système d'autoroutes de la ville, vieux de près de 50 ans, est devenu une véritable farce. Deux fois cet été, des sections des principales artères ont été inondées à la suite de violents orages.

E

Ces villes, et des douzaines d'autres, ont besoin d'aide – et ce, sans tarder. Mais elles savent aussi que ce n'est pas seulement l'argent qui leur manque.

Une lutte pour les gens

« Nous ne défendons pas le Nouveau pacte uniquement pour obtenir un financement adéquat pour les villes, a expliqué dernièrement le maire de Toronto, David Miller, à des membres du SCFP. Nous luttons pour le Canada, pour les gens, pour les travailleurs de la fonction publique. »

Le maire Miller prenait la parole à un rassemblement de sections locales municipales du SCFP à Toronto. (Cette rencontre innovatrice, de style « assemblée publique », n'était que le début d'un effort concerté pour développer un secteur municipal plus branché et plus coordonné au syndicat.)

M. Miller reconnaît que la levée de la TPS et le transfert d'une partie de la taxe sur l'essence sont des victoires importantes pour les villes. « Mais, a-t-il averti, ce n'est pas le but ultime du pacte. Il faut aller beaucoup plus loin. » La liste de M. Miller comprend notamment le logement, le transport en commun, les garderies, le soutien aux immigrants et l'environnement.

Avant de pouvoir s'attaquer à cette liste, les villes doivent obtenir plus de pouvoirs, soutient M. Miller. « Même si les villes sont plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été, la constitution canadienne ne reconnaît pas cette réalité, a-t-il expliqué aux délégués. La fusion forcée qu'a vécue [Toronto] a bien montré que, selon la loi, les villes n'existent qu'en vertu des caprices des provinces. Elles sont

des créatures provinciales. Alors nous voulons de nouveaux pouvoirs. »

Pour avoir des collectivités plus fortes, il faut aussi du respect. « Les gouvernements municipaux doivent être des partenaires des gouvernements fédéral et provinciaux, a affirmé M. Miller. Toronto est doté du deuxième plus important système de garderies au pays, après le Québec. Mais lorsqu'il est question d'un plan national de services de garde à l'enfance, nous ne sommes pas à la table. »

James Knight est directeur général de la FCM. Il croit lui aussi que le dialogue entre les différents paliers de gouvernement doit s'améliorer et il est heureux que le Nouveau pacte semble reconnaître cette nécessité.

« Il faut préciser que [le pacte] porte sur les relations, insiste-t-il. Bien que les relations financières soient vraiment importantes, nous nous intéressons davantage à l'aspect intergouvernemental pour le moment. »

M. Oates se dit heureux que les gouvernements se parlent. « Mais nous devons maintenir cet engagement », dit-il en soulignant que le financement n'est prévu que pour cinq ans, ce qui l'inquiète.

La FCM a estimé à plus de 60 milliards de dollars le déficit global de l'infrastructure municipale. M. Knight croit aussi que la durée du Nouveau pacte aurait pu dépasser cinq ans, mais il est certain que le programme est là pour rester.

« Ils auraient pu, et auraient sans doute dû, élaborer un programme de dix ou 15 ans pour que les gouvernements municipaux puissent planifier avec certitude, dit-il. Mais je pense qu'il sera très difficile, d'un point de vue politique, de s'en débarrasser au bout de cinq ans. Si ce programme disparaissait, cela détruirait tous les progrès que nous sommes en train de réaliser. »

Quant à M. Guthrie, il ne croit pas que le Nouveau pacte règlera instantanément tous les problèmes. « Mais, à la longue, d'ici quelques années, ce sera une bonne affaire pour Toronto, affirme-t-il. Le pacte a de meilleures chances de fonctionner si l'obligation de rendre compte y est intégrée et si ce sont les conseillers qui prennent les décisions. »

QUE CONTIENT LE NOUVEAU PACTE ?

Selon le gouvernement fédéral, le Nouveau pacte pour les villes et les collectivités comprend quatre éléments clés : vision, relations, financement et une « lentille des villes et des collectivités ».

Vision

Tous les paliers de gouvernement doivent travailler ensemble pour répondre aux besoins des Canadiens.

Relations

Bâtir de nouvelles relations par les consultations et les dialogues avec les municipalités, les provinces, les territoires et les secteurs privé et sans but lucratif.

Financement

Remboursement intégral de la TPS (7 milliards de dollars au cours des dix prochaines années); 1 milliard de dollars dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR); 5 milliards de dollars provenant de la taxe sur l'essence répartis sur les cinq prochaines années – livrés aux municipalités par l'entremise d'ententes bilatérales avec les provinces et territoires (le montant réel pourrait augmenter cet été avec l'adoption du budget influencé par le NPD). Le gouvernement soutient que le nouveau financement viendra « compléter, et non remplacer, les programmes d'infrastructure fédéraux existants ».

Lentille des villes et des collectivités

Reconnaissant qu'il n'y a pas de « solution universelle face aux défis auxquels sont confrontées les villes et les collectivités canadiennes », le but du Nouveau pacte est d'« examiner ces programmes d'une manière globale » pour qu'ils fonctionnent mieux au niveau communautaire.

Il a raison d'être inquiet à cet égard. Certains conseillers de Toronto ont récemment proposé la formation d'un comité exécutif qui prendrait les décisions budgétaires majeures, loin des regards du conseil municipal. Une large coalition communautaire, incluant les travailleurs municipaux de Toronto, s'oppose à cette suggestion antidémocratique.

« Le plus gros problème que nous puissions avoir, c'est que des conditions soient imposées sur la façon dont la ville sera dirigée, redoute M. Guthrie. Il est plus avantageux pour nous d'être une ville ouverte que d'être dirigés par un petit comité qui décide tout. »

Ann Dembinski, présidente du SCFP 79 qui représente les 18 000 cols blancs de Toronto, est d'accord. Elle appuie le lobbying mené par le maire Miller en faveur d'un Nouveau pacte amélioré et de meilleures relations avec la province.

« Toronto doit avoir plus de contrôle sur la façon dont l'argent est dépensé, dit-elle. Nos membres ont vu les répercussions du délestage des responsabilités et des compressions, et ce qui est arrivé aux services. Il est temps de les rebâtir. »

Des collectivités fortes pour les générations futures

Lorsque l'on néglige ou que l'on privatise les services publics, c'est toute la collectivité qui en souffre – à commencer par les jeunes. À St. John's, Terre-Neuve, Greg Baker voit les jeunes gens quitter la province pour aller travailler dans les riches champs de pétrole de l'Alberta. Le travail sous-traité à la ville ne paie que 6 \$ ou 7 \$ l'heure, comparativement au salaire syndiqué de 18 \$ l'heure.

« Le coût de la vie ici est très élevé, souligne M. Baker, président du SCFP 569, cols bleus de St. John's. « [Les jeunes] ne vont pas rester ici à tirer le diable par la queue, en étant forcés de rester chez leurs parents jusqu'à 30 ans. »



David Miller, maire de Toronto, s'est adressé aux membres du SCFP en juin.

La section locale de M. Baker ne rate jamais une occasion de dénoncer les problèmes entraînés par la sous-traitance et la privatisation. La stratégie des membres inclut aussi une bataille pour une politique salariale équitable. « Tout entrepreneur qui présente une soumission pour du travail syndical devrait être obligé de payer au moins 80 pour cent du salaire syndical, soutient-il. Ainsi, tout le monde jouerait selon les mêmes règles. Ce devrait être la loi partout au pays. »

Il affirme aussi que le maire et le conseil de St. John's doivent agir maintenant pour assurer l'avenir de la ville. « S'ils ne sont pas prêts à investir dans la jeunesse de notre ville, la collectivité n'en a plus pour longtemps. Dans dix ou 15 ans, les rues seront nettoyées par des personnes âgées. Nous devons ramener les jeunes et les garder ici pour revitaliser notre main-d'œuvre et notre syndicat. »

À l'autre bout du pays, à l'été de 2003, la protection des emplois du secteur public pour la prochaine génération a été au cœur d'un dur lock-out à Nelson, en Colombie-Britannique. Le lock-out a été imposé parce que le SCFP 339 a refusé de renoncer à une clause qui protégeait 55 services publics de la ville contre la sous-traitance.

« La perte de [cette clause] aurait tout simplement ouvert la voie à la privatisation, croit la présidente de la section locale, Bev LaPointe. La ville avait promis de protéger nos emplois, mais à notre retraite, il ne serait rien resté. Plus de services publics. Plus d'emplois syndiqués pour les jeunes qui attendent. »

Terrasser le Goliath des PPP

En tant que membre du SCFP 30, M. Oates lutte contre les projets de privatisation à Edmonton depuis des années. Comme ses consœurs et confrères ailleurs au Canada, il sait que pour protéger les collectivités, il est essentiel d'empêcher les privatiseurs de mettre la main sur les services publics municipaux.

De plus en plus, les données montrent que la privatisation nuit non seulement aux travailleurs du secteur public, mais aussi aux contribuables, qui finissent par payer plus cher pour moins de services. En outre, à une époque de puissantes règles internationales de commerce et d'investissement, la privatisation est doublement dangereuse. En effet, ces règles rendent plus difficile le retour des services au secteur public une fois qu'ils ont été privatisés.

Malgré ces cloches d'alarme, le gouvernement fédéral ne cache pas sa prédilection pour les PPP, tout comme beaucoup de gouvernements provinciaux et municipaux. Infrastructure Canada, le ministère fédéral qui coordonne des programmes comme le Nouveau pacte et fait des « investissements stratégiques » dans l'infrastructure, privilégie le modèle des PPP. Au Québec, le premier ministre libéral Jean Charest a créé l'Agence des partenariats public-privé, qui conseille le gouvernement provincial en matière de privatisation.

Sans condamner carrément la privatisation, M. Knight croit fermement qu'il est nettement avantageux de garder les services municipaux publics.

« La réalité, c'est que les services publics municipaux du Canada sont très efficaces, souligne le directeur général de la FCM. De façon générale, nos services publics sont fournis avec beaucoup d'efficacité et une grande fiabilité. Et cela présente certains défis au secteur privé, en ce qui a trait à la concurrence. »

De plus, ajoute M. Knight, le maintien des services publics est bon pour le bilan. « Les gouvernements municipaux peuvent emprunter à un taux inférieur à celui qui est

consenti au secteur privé parce que leur crédit est parfaitement solide, fait-il remarquer. Ils n'ont pas le mandat de faire des profits. »

Toutefois, avec les scénarios exagérément optimistes que tentent de nous faire avaler les tenants de la privatisation, obsédés par le profit, il n'est peut-être pas étonnant que beaucoup de dirigeants municipaux et de citoyens ordinaires en viennent à croire que c'est la seule solution. C'est pourquoi l'influence des membres du SCFP – que ce soit à titre d'élus ou de lobbyistes locaux – est si vitale.

À la rencontre des sections locales municipales à Toronto, des membres de tout le pays ont échangé de l'information, des stratégies et des exemples de réussite. De nombreux participants ont insisté sur l'importance de la création d'alliances et l'édification d'une large base de soutien, tant chez les résidents que chez les conseillers municipaux favorables à leur cause.

« Nous avons gagné parce que la population était avec nous, affirme Claude Benoît, président du SCFP 1983, qui a remporté la lutte contre un projet de PPP dans le transport en commun à Montréal. Nous avons distribué 100 000 dépliants expliquant les risques des PPP pour l'ensemble de la collectivité et nous avons trouvé beaucoup, beaucoup d'alliés. Nous avons clairement démontré les avantages d'un transport en commun public. »

« Il est difficile de réussir quand on est seul, confirme la militante antiraciste Tam Goossen, qui a participé à l'assemblée publique. Nous nous sentons tous impuissants comme individus, mais nous ne sommes pas seuls dans la lutte. »

Shelley Petrie, de l'Alliance pour l'environnement de Toronto, a constaté les bienfaits de solides partenariats. « En travaillant d'ensemble, nous ne nous bornons pas à mener des campagnes de réaction, a-t-elle dit aux participants. Nous pouvons aussi déterminer l'importance des enjeux. La campagne en faveur des parcs sans pesticides à Toronto en est un exemple. Nous n'aurions pas pu la faire sans les travailleurs. Nous avons remporté beaucoup de victoires main dans la main avec eux. »

Nous pouvons aussi sensibiliser les gens à la contribution des travailleurs municipaux à leurs collectivités en dehors des situations de crise. Beaucoup de membres participent déjà aux activités de leurs œuvres de bienfaisance, de leurs églises, de leurs équipes sportives ou de leurs groupes culturels. Ces activités fournissent des occasions de rappeler aux résidents que s'ils peuvent profiter de beaux parcs, de rues propres et d'installations sécuritaires, c'est habituellement aux travailleurs municipaux qu'ils le doivent.

« Les gens ne vivent pas à Regina pour le climat, dit en rigolant Tim Anderson, président du SCFP 21 qui représente les cols bleus de cette ville. Ils sont ici pour la qualité de vie, et de bons services municipaux font partie intégrante de cette qualité. »

Les services municipaux de Regina obtiennent constamment des notes élevées dans les sondages menés auprès des résidents. « Par exemple, nous nous occupons du côté loisirs de la vie, explique-t-il. Lorsque vous revenez du travail, il y a toujours un endroit où vous pouvez vous rendre pour vous détendre. Il y a des programmes de sports à coût raisonnable pour les enfants. C'est une zone de confort vraiment importante. »

Le maire Miller est sur la même longueur d'ondes. « Les travailleurs veulent édifier une ville agréable, a-t-il dit aux membres. Ce n'est pas seulement un emploi. [Ils] le font pour les familles qui vivent dans nos villes. Et [ils] vivent parmi ces familles. »

Influencer le vote

À l'assemblée publique des travailleurs municipaux, un autre message a été entendu très clairement : les membres à qui la ville tient à cœur ont la responsabilité d'utiliser leur influence pour modifier le résultat des élections municipales.

« Ce ne sera pas par accident que nous

prendrons le contrôle de nos villes, a dit aux délégués Mike MacIsaac, du Congrès du travail du Canada. Ce sera grâce à des votes stratégiques planifiés. »

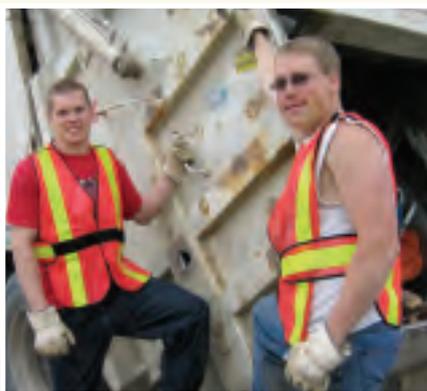
Parlez à presque n'importe quel travailleur municipal du SCFP et vous constaterez qu'il a l'intention de travailler plus fort – et de façon plus ciblée – aux prochaines élections municipales de sa ville.

Ken Davidson, col bleu de Vancouver et président du SCFP 1004, affirme que le conseil syndical local a joué un rôle important dans l'élection d'un maire progressiste et de conseillers socialement responsables dans le cadre des élections municipales de 2002. Le conseil a aidé à coordonner, à soutenir et à former des militants.

À Nelson, en C.-B., la présidente du SCFP 339 pense que ses membres savent ce qu'on attend d'eux pour les élections municipales qui auront lieu à l'automne. « Nous devons élire des conseillers qui ne croient pas aux chimères du privé, déclare M^{me} LaPointe. C'est ainsi que nous pourrions gagner nos luttes. »

« Maintenir des contacts à l'hôtel de ville entre les élections est aussi important que de participer aux élections, assure M. Davidson. Nous devons vraiment nous intéresser de près aux personnes que nous voulons faire élire et à la façon dont nous voulons qu'elles nous rendent des comptes. On ne peut pas se contenter d'agir et d'établir des contacts une fois tous les trois ans. Nous devons le faire tous les jours. »

M^{me} LaPointe et M. Davidson, comme les travailleurs municipaux de tout le pays, savent que les enjeux n'ont jamais été aussi importants. « Les services municipaux sont au cœur même de nos collectivités, souligne M^{me} LaPointe. Ils tissent la fibre sociale. Les impôts que je paie vont directement aux salaires des travailleurs et ceux-ci dépensent leur argent en ville. Vous avez votre mot à dire, c'est transparent et vous pouvez voir ce qui se passe. C'est ça, l'économie locale. C'est ça, la démocratie locale. » ■



Les éboueurs de Winnipeg (SCFP 500) ont malheureusement perdu leur lutte contre la privatisation.

Difficultés financières, usagers violents, privatisation ...
L'article de **Barry Doyle** est un guide de survie pour nos
travailleurs de bibliothèque.

Comme dans un roman



En cette journée d'été, une chaleur accablante écrase la capitale canadienne. Cependant, à la succursale centre-ville du réseau des bibliothèques publiques de la ville d'Ottawa, règne un climat serein et tempéré. Les gens font la queue au service de référence. Un couple à la retraite feuillette des magazines dans la section des périodiques. Une maman aide ses bouts de chou à choisir des livres et des films, peut-être en prévision d'un long voyage. Les yeux tournés vers le sol, un homme, pieds nus et portant une veste malpropre, se dirige discrètement vers les toilettes.

À presque tous les étages de l'édifice, des usagers bouquinent, consultent Internet, lisent, étudient ou tout simplement fuient momentanément la chaleur et l'humidité. Une atmosphère familière que l'on retrouve dans la plupart des bibliothèques publiques canadiennes.

George Locke, qui dirigea la bibliothèque de Toronto de 1908 jusqu'à son décès en 1937, disait : « L'orgueil d'une bibliothèque ne se trouve pas dans sa collection d'ouvrages. Il se trouve plutôt dans l'explication de la signification de ces trésors et dans le développement de l'intérêt et du plaisir chez ceux qui, bien qu'ayant de la curiosité, ne possèdent pas les moyens pour la satisfaire. »

Voilà un sentiment que partagent des centaines de membres du SCFP travaillant dans plus de 3000 bibliothèques publiques partout au pays. « Les bibliothèques publiques gratuites sont l'expression d'une volonté civilisatrice », déclare Rh'ena Oake, présidente du SCFP 1169, représentant les travailleurs des bibliothèques municipales de Calgary. « Les bibliothèques sont des centres communautaires qui encouragent la lecture. Elles sont

aussi des outils de référence et des dépositaires de l'histoire de la collectivité. »

La bibliothèque est la ressource culturelle la plus utilisée au Canada. Elle offre des services et un espace de convivialité. La variété des activités proposées est étonnante : cours de langue et d'alphabétisation, stages de recherche d'emploi et de planification de carrière, conférences, clubs, rencontres et séances de lecture avec des auteurs, services de référence, cours d'informatique, livres à gros caractères ou en braille, livres enregistrés, présentations de films.

Les bibliothèques incarnent les valeurs les plus nobles de la société : justice, démocratie, éducation, curiosité et créativité. Peu importe l'âge, les capacités, le niveau d'éducation ou le statut économique; chacun y est bienvenu. Grâce aux membres du SCFP qui y travaillent, les bibliothèques demeurent parmi les institutions les plus respectées des Canadiens. Aucun autre syndicat au Canada ne compte autant d'employés de bibliothèque parmi ses membres.

Toutefois, malgré leur rôle important, le statut de ces travailleurs est de plus en plus précaire : bas salaires, régimes d'avantages sociaux déficients, manque d'équité salariale, problèmes de santé et de sécurité, licenciements et privatisation. La pression est énorme et les employés doivent accepter de tenir le coup, malgré une formation souvent inadéquate et des moyens financiers cruellement insuffisants.

À l'instar de bien d'autres secteurs, les bibliothèques publiques ont souffert, depuis les années 1990, de compressions budgétaires importantes, et les gouvernements municipaux et provinciaux n'ont pas su prendre la relève.

Les membres du SCFP ne sont pas les seuls à tirer la sonnette d'alarme. « Le problème du financement est énorme », déclare Don Butcher, directeur général de l'Association des bibliothèques canadiennes (ABC). Les bibliothèques souffrent encore des compressions budgétaires subies il y a dix ans. Le réseau ne s'en est toujours pas remis. »

Les statistiques, compilées par un groupe représentant les bibliothèques publiques qui desservent les villes de plus de 50 000 habitants, sont tout à fait éloquentes. Entre 2001 et 2002, bien que le total des sommes allouées soit demeuré stable, les dépenses par habitant ont diminué de 13 pour cent. Dans les grandes villes, le financement du réseau n'a pas suivi l'augmentation de la population.

Gary Day est président du SCFP 2669 à la bibliothèque municipale de Saskatoon. Ce dernier affirme que les compressions ont eu pour résultat que les travailleurs passent aujourd'hui plus de temps à courir les statistiques qu'à faire bénéficier les usagers. « Comme elles ne génèrent pas de revenus, les bibliothèques et les services qu'elles offrent ne sont pas appréciés à leur juste valeur par les municipalités, qui ont tendance à les sous-financer, ajoute-t-il. Les bibliothèques publiques doivent se battre pour justifier leur existence. »

Le problème de l'équité

Les travailleurs de bibliothèque sont sous-payés et doivent faire face au problème d'équité salariale. La plupart des emplois y sont tenus par des femmes et sont très mal rémunérés si on les compare à des postes équivalents dans d'autres secteurs municipaux. Dans les villes, les emplois occupés par des hommes sont en général mieux rémunérés que ceux du secteur des bibliothèques. À Lloydminster, en Alberta, un manoeuvre débute à 12,60 \$ l'heure, tandis qu'une nouvelle bibliothécaire adjointe ne gagne que 6,85 \$. L'écart avec les cols blancs est tout aussi prononcé.

Des recherches effectuées par le SCFP démontrent que même à l'intérieur d'une même province, le taux de rémunération dans le secteur des bibliothèques varie énormément. En Saskatchewan, par exemple, le



Le SCFP était bien représenté à la conférence de l'ABC cette année, à Calgary. Des membres du SCFP 1169 (bibliothèques de Calgary) avec le trésorier du SCFP Alberta, Tom Dick.

taux horaire au niveau d'entrée pour une bibliothécaire adjointe à la bibliothèque régionale de Lakeland était en 2002 de 6,85 \$, tandis qu'une nouvelle biblio-technicienne à Saskatoon gagnait 11,68 \$.

« L'équité salariale est essentielle, affirme M. Day. Dans notre syndicat, 96 pour cent des inscrits sont des femmes et leur salaire est 30 pour cent inférieur à ceux des autres travailleurs de la ville de Saskatoon. »

Au Canada, en ce qui concerne l'équité salariale, les gouvernements se sont toujours traînés les pieds. En 2001, les libéraux de la Colombie-Britannique ont abrogé une législation sur l'équité salariale qui aurait pu venir en aide à des milliers de travailleurs dans les bibliothèques.

Toutefois, les provinces qui, comme l'Ontario, ont voté pour une loi sur l'équité salariale ont aidé à améliorer la situation. À Mississauga durant les années 1990, les bibliothécaires principaux ont vu leur salaire annuel augmenter de 10 000 \$ suite à une comparaison avec les urbanistes. À Toronto, les travailleurs de bibliothèque ont bénéficié d'une augmentation variant entre dix à 35 pour cent de leur salaire annuel.

On ne travaille pas dans une bibliothèque par goût du luxe. Cependant, si les gouvernements n'investissent pas les fonds nécessaires, il viendra un temps où personne ne voudra faire ce métier.

« L'embauche et les départs prématurés nous inquiètent beaucoup, déclare Steven Burdick, président du SCFP 1582-01 à la bibliothèque municipale de Toronto.

Les bibliothèques publiques canadiennes en bref :

- Les bibliothèques sont parmi les installations publiques les plus utilisées au Canada, avec 83 millions de visites par année. C'est plus que pour toute autre activité culturelle ou sportive. (Les Blue Jays de Toronto reçoivent environ deux millions de visiteurs par année.)
- Le Canada compte 3100 bibliothèques publiques, incluant les succursales et autres points de service comme les bibliobus. C'est trois fois plus que de restaurants McDonald.
- Chaque année, les travailleuses d'une bibliothèque typique répondent à 26 000 demandes, distribuent 265 000 documents et facilitent l'utilisation sur place de 99 000 autres publications.
- Une bibliothèque typique emploie 15 personnes, possède 93 000 publications, est abonnée à 170 périodiques et consacre chaque année 932 000 \$ aux frais d'exploitation et d'immobilisation.
- Les collections des bibliothèques publiques du Canada contiennent 89 millions de publications.
- Chaque année, 242 millions de publications sont empruntées dans les bibliothèques publiques du Canada.
- Les bibliothèques publiques canadiennes possèdent 6557 postes de travail Internet.

(Source : Programme de statistiques de base des bibliothèques canadiennes, 2002)

Malgré le vieillissement du personnel et le nombre croissant de diplômés en bibliothéconomie, les compressions budgétaires nous empêchent de recruter. »

Lors de son congrès annuel, tenu au mois de juin à Calgary, l'ABC a rendu public un rapport ayant pour titre *The Future of Human Resources in Canadian Libraries* (L'avenir des ressources humaines dans les bibliothèques canadiennes). Selon ce rapport, le manque de financement dans le secteur ne créera pas de graves problèmes de recrutement à court terme, mais pourrait avoir à long terme un impact désastreux.

« La phase sensible pour les bibliothèques publiques se situe entre 2009 et 2014 », dit M. Butcher. Durant cette période, un nombre significatif de bibliothécaires principaux prendront leur retraite.

Une situation désastreuse

En ce qui concerne la santé et la sécurité des travailleurs, il y a aussi beaucoup à faire : installations vétustes, ergonomie, qualité de l'air, etc. Les risques causés par des microtraumatismes répétés menacent toujours les travailleurs de bibliothèque, malgré les appels du SFCP. Sur le sujet, les membres du SFCP 391 de la bibliothèque municipale de Vancouver, ont publié le guide *Ergonomic Design Guidelines for Librarians* (Normes de l'ergonomie à l'usage des bibliothécaires).

Les microtraumatismes répétés sont intimement liés au stress et à l'organisation du travail. « Les problèmes de recrutement ont créé beaucoup de tension chez nos membres, dit Wyman McKinnon, président du SFCP 4705 à Sudbury. Le nombre de travailleurs à temps plein est insuffisant et les employés à temps partiel sont trop nombreux. »

C'est ce que croit aussi M. Burdick. « Les niveaux de stress augmentent à cause de la baisse du recrutement, de la précarité des emplois, de l'insécurité financière et des changements organisationnels et technologiques. » La tension musculaire, le manque d'attention, la fatigue et le stress augmentent les dangers de blessures.

« La mauvaise qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments, le plâtre qui tombe, les fuites,

la mauvaise ventilation et le chauffage trop élevé ne sont que quelques-uns de nos problèmes, affirme Dawn Lahey, présidente du SFCP 2329, au Public Libraries Board de Terre-Neuve. Je me bats depuis 24 ans pour améliorer la qualité de l'air à l'intérieur de nos bâtiments. L'air vicié affecte autant les employés que les usagers. »

Même des institutions prestigieuses comme la Bibliothèque et les Archives du Canada pâtissent de la situation. Au cours des dernières années, le délabrement du bâtiment principal de la bibliothèque nationale à Ottawa a non seulement affecté le personnel, mais causé la destruction et la perte de plus de 25 000 documents. En 2000, Roch Carrier, à l'époque le bibliothécaire national choisi par le parti Libéral, avait déclaré à un comité parlementaire : « Disons-le franchement, dans certains domaines, je n'ai pas les outils nécessaires pour remplir notre mandat de préserver le patrimoine imprimé du Canada. Le trésor national des copies originales des journaux canadiens est entreposé dans des conditions épouvantables dans un secteur industriel d'Ottawa. Dans ces entrepôts, des ampoules nues, suspendues au plafond à quelques centimètres du papier journal sec et fragile, chauffent la pièce. Cette situation désastreuse pourrait un jour provoquer une véritable catastrophe. »

Augmentation de la violence

Bien que les bibliothèques aient la réputation d'être des lieux apaisants et tranquilles, les travailleurs de bibliothèque y subissent régulièrement des actes de violence de la part des usagers.

« Depuis quelques années, le nombre d'incidents violents causés par des usagers agressifs a augmenté », remarque M. Day.

« L'un de nos usagers s'est révélé très dangereux, dit M^{me} Lahey. Il donnait des coups de pied aux murs, des coups de poing aux portes, proférait des menaces et a même tenu une agrafeuse contre la tête d'un membre du personnel. L'accès à la bibliothèque lui a finalement été interdit et des accusations ont été portées contre lui. Cependant, il a fallu bien des efforts pour faire bouger les choses. Et ce n'est pas un cas unique. Les

La privatisation s'attaque aux livres

La privatisation dans le réseau des bibliothèques publiques est une grosse affaire. En voici un bref aperçu :

Acquisition de collections : Au moins 25 sociétés privées achètent des livres et des documents de référence pour les bibliothèques publiques au Canada.

Catalogage : Les travailleuses de bibliothèque ont toujours été responsables du catalogage, mais cette tâche est maintenant sous-traitée dans de nombreuses bibliothèques publiques, ce qui a entraîné des licenciements.

IDRF : L'identification par radio-fréquence (IDRF) des collections commence à faire son apparition au Canada. Les livres sont étiquetés individuellement avec une puce qui peut être lue par des lecteurs de radio-fréquence au comptoir de sortie. Au lieu d'avoir un échange humain, les clients se contentent maintenant de passer devant un dispositif de lecture qui lit l'information sur leur carte de bibliothèque et les livres qu'ils transportent. Des licenciements semblent inévitables.

Ces problèmes et d'autres doivent être abordés dans le cadre des négociations collectives et dans les campagnes du SFCP pour stopper la sous-traitance et la privatisation.



membres du personnel subissent régulièrement les comportements agressifs de certains usagers. »

Toutefois, il n'y a pas que le personnel qui soit menacé. Certains usagers sont encore plus vulnérables. « Parfois, les enfants sont traqués et suivis jusque dans les toilettes, affirme M^{me} Oake. Les bibliothèques ne sont plus des endroits sûrs pour les enfants non accompagnés. Malheureusement, la direction n'ose pas aborder ce problème. Les directeurs de bibliothèque ne veulent pas projeter une image négative de leur établissement, et c'est la raison pour laquelle les travailleurs doivent se battre pour qu'on leur donne les moyens de faire face à ces situations. »

M^{me} Oake se rappelle un incident particulièrement troublant, à Calgary. « Notre chauffeur a aperçu dans le stationnement une voiture avec les feux de détresse allumés. Il s'est approché pour offrir son aide quand soudainement des coups de feu ont été tirés en provenance du véhicule. » Le chauffeur n'a pas été blessé, mais il était ébranlé. Oake raconte que son supérieur n'a même pas pensé lui offrir un congé.

« À la direction, personne ne voulait en parler, car l'on craignait de ternir la réputation de l'institution, dit-elle. Alors j'ai publié un article dans notre bulletin d'information et deux conseillers municipaux m'ont appelé. L'événement a finalement été révélé au grand public et un débat sur la sécurité des travailleurs de bibliothèque a enfin eu lieu. »

La pénurie de personnel, résultat des compressions budgétaires, complique encore la situation. De nombreuses bibliothèques dans de petites collectivités ne possèdent qu'un seul employé. « Je connais un membre qui s'est fait gifler et frapper par un usager dans une bibliothèque rurale à Terre-Neuve, raconte M^{me} Lahey. La personne en question travaillait seule et ne voulait même pas porter plainte. Cela démontre bien que des incidents graves peuvent survenir sans qu'il y ait plainte et donne à penser qu'une fraction seulement des agressions sont effectivement rapportées. »

Bibliothèque ou centre d'accueil ?

Depuis 20 ans, les gouvernements s'attaquent à nos services sociaux. Des personnes atteintes de maladies mentales, de problèmes de dépendance, des itinérants et des personnes provenant d'autres groupes défavorisés fréquentent de plus en plus les bibliothèques publiques, sans doute parce qu'elles savent qu'elles y seront traitées avec respect. Or, les travailleurs n'ont généralement pas la formation nécessaire pour répondre aux besoins particuliers de ces usagers.

« Il y a des gens qui viennent chercher dans les bibliothèques des ressources qu'ils auraient dû obtenir du gouvernement ou d'autres organismes, affirme M^{me} Oake. Des gens ayant fait des tentatives de suicide viennent demander des renseignements et de l'aide à nos bibliothécaires. Une jeune femme, qui venait d'apprendre qu'elle était séropositive, est venue utiliser les ressources de la bibliothèque, mais elle cherchait aussi quelqu'un avec qui parler. Il y a des gens qui prennent de la drogue ou qui ont des relations sexuelles dans les toilettes. Nos employés sont sensibles aux problèmes de ces usagers, mais ils ne possèdent tout simplement pas la formation nécessaire pour les aider. »

Ces problèmes peuvent sembler quasi-insolubles, mais il existe pourtant des solutions simples, croit M^{me} Oake. « Il est essentiel d'obtenir l'aide de la direction pour faire face à ces problèmes. La direction doit aider les travailleurs à se protéger des usagers agressifs et reconnaître le problème posé par

le manque de formation. Il faut aussi reconnaître que les travailleurs de bibliothèque sont peu enclins à manifester leurs besoins et à réclamer la protection de la direction. »

Le directeur de l'ABC met son espoir dans le Nouveau pacte pour les villes annoncé dans le budget fédéral de 2005. « Le remboursement complet de la taxe sur les produits et services (TPS) payée par les municipalités, ainsi que la distribution d'une fraction de la taxe sur l'essence, nous permet d'espérer que les villes auront plus d'argent pour le développement des infrastructures communautaires essentielles comme les bibliothèques », note-t-il.

Le SCFP national désire aussi s'assurer que dans la lutte pour sauver nos hôpitaux et nos écoles, les bibliothèques et les institutions semblables ne seront pas oubliées. Cette année, pour la première fois, le SCFP s'est impliqué dans le congrès de l'ABC. Le SCFP national, le SCFP de l'Alberta et le SCFP 1169 ont contribué de façon importante à l'événement.

« Le SCFP continuera de militer à tous les niveaux de gouvernement, afin de restaurer et d'augmenter le financement des bibliothèques publiques, qui sont l'une des pierres angulaires de nos collectivités », déclare Paul Moist, président du SCFP national. « Le lien entre un réseau de bibliothèques publiques dynamique et des collectivités prospères et saines est évident. L'existence de bibliothèques bénéficiant d'un financement adéquat et pouvant compter sur un personnel suffisamment nombreux et bien formé, permet aux Canadiens et aux Canadiennes d'avoir accès à des ressources qui enrichissent leur vie. »

Lorsqu'une bibliothèque doit fermer ses portes, la ville qu'elle desservait perd une partie de son âme. Sachant cela, les travailleurs de bibliothèque du SCFP se présentent au boulot tous les jours, malgré les frustrations et les risques.

« Les changements qui affecteront dans un avenir rapproché les bibliothèques créent beaucoup d'anxiété parmi le personnel, conclut M^{me} Lahey. Mais j'aime mon métier, comme la plupart de mes collègues. Nous devons donc nous battre afin d'obtenir ce dont nous avons besoin. » ■

La présidente du SCFP 1169, Rh'ena Oake, à gauche, avec la présidente du SCFP 905





Les travailleurs du conseil scolaire du Cap-Breton célèbrent une victoire stupéfiante



Après presque trois semaines de grève, les 1400 auxiliaires d'enseignement, secrétaires, chauffeurs d'autobus et autres employés de soutien du conseil scolaire régional de Cape Breton-Victoria ont obtenu la parité salariale avec leurs collègues de la province.

C'est une victoire éclatante pour les membres du SCFP 5050 et leur président, Todd MacPherson. Depuis des décennies, les travailleurs du conseil scolaire étaient payés moins pour un travail identique, que ceux des conseils scolaires du reste de la province. De plus, les employés occasionnels recevaient à peine 80 pour cent du taux à temps plein. En fait, les taux de salaire des travailleurs des conseils scolaires de toute la province étaient plutôt disparates.

Ces inégalités ont été effacées. L'entente historique du mois d'avril établira la parité salariale d'ici cinq ans. Ajoutez à cela un engagement sans précédent à l'égard des négociations provinciales – obtenu avec l'aide de nos alliés néo-démocrates à la législature provinciale – et vous avez une victoire historique.

Pour Liz MacDonald, présidente du comité de grève, le soutien et le respect de la collectivité ont été « absolument extraordinaires ». Des élèves, des parents et des passants venaient les voir aux piquets de grève pour les encourager, leur offrir du café et même un soutien financier.

« Ce dont je suis le plus fier, affirme M^{me} MacDonald, c'est d'avoir côtoyé des gens si dévoués à leur cause, qui ont donné bien plus que leurs quatre heures quotidiennes de piquetage obligatoire. C'était un honneur de voir ces personnes de tous les milieux et de toutes les catégories d'emploi s'unir pour une même cause. »

■ David Robbins et John McCracken

Le SCFP de la Nouvelle-Écosse a un nouveau président



Nouvelle-Écosse jusqu'au congrès d'octobre, à Winnipeg.

M. Cavanagh est col bleu de la ville de Truro et président du SCFP 734. Auparavant, il était vice-président de la division, dont il est le plus ancien membre de l'exécutif. Il siège au comité national de l'environnement et au groupe de consultation sur l'alphabétisation. Il est également membre du conseil provincial du Nouveau Parti démocratique et président du conseil syndical de Truro depuis 12 ans.

Marié et père de trois enfants adultes, M. Cavanagh est né à Truro, où il a grandi. Il travaille pour sa municipalité depuis 25 ans et est présentement employé au service des eaux.

■ John McCracken

Les délégués au congrès du SCFP de la Nouvelle-Écosse de 2005 ont élu un nouveau président ce printemps.

Danny Cavanagh a défait la présidente de longue date Betty Jean Sutherland. M^{me} Sutherland restera membre du Conseil exécutif national du SCFP à titre de vice-présidente régionale pour la

Améliorer le secteur de l'intégration communautaire en Ontario



Entre autres, les travailleurs du secteur de l'intégration communautaire enseignent aux personnes atteintes de déficiences de développement des compétences qui leur permettent d'être plus indépendantes.

Les membres du SCFP du secteur de l'intégration communautaire en Ontario découvrent tout le pouvoir qu'ils ont lorsqu'ils unissent leurs forces dans des négociations coordonnées.

Le manque chronique de financement provincial a mis en danger les services communautaires et le soutien aux personnes atteintes de déficiences de développement. Et les travailleurs le ressentent à la table de négociation.

Déterminé à renforcer les services au développement de toute la province, le comité de négociations de l'Association pour l'intégration communautaire (CNAIC) – un sous-groupe du comité des services sociaux de la division de l'Ontario – a mis au point un plan provincial coordonné innovateur pour s'attaquer à des problèmes comme le manque de financement, le roulement élevé du personnel, les faibles salaires et les charges de travail trop lourdes.

« Nous trouvons important de fournir des services de qualité, affirme Jim Beattie, président du CNAIC et président du SCFP 3943, intégration communautaire de Hamilton. Nous savons aussi que pour avoir des programmes de qualité, il faut de bons salaires et de bonnes conditions de travail. La recherche le prouve. »

Il a fallu aux membres du CNAIC et au personnel du SCFP national plusieurs mois pour préparer l'ambitieuse stratégie de négociations et le plan de communications détaillé. Le comité a décidé qu'il serait intelligent, d'un point de vue stratégique, de conjuguer une campagne pour accroître le financement provincial destiné aux services de développement avec une campagne de négociations pour hausser les salaires des travailleurs.

Le SCFP représente plus de 5000 membres de 40 sections locales dans le secteur. Chacune des sections locales continue de contrôler ses propres négociations, mais toutes se sont entendues sur un ensemble clair d'objectifs, incluant des augmentations salariales justes et une date d'échéance commune pour les conventions collectives.

Il s'agit d'une première étape dans un plan de négociations pluriannuel qui jettera les bases d'un futur modèle de négociations centralisées pour le secteur.

Les négociations centralisées sont avantageuses pour les employeurs, puisque ces

derniers n'ont plus à retenir les services de conseillers grassement payés pour négocier individuellement en leur nom. Les employeurs pourront aussi offrir des régimes d'avantages sociaux provinciaux, ce qui réduit le coût des services d'agences et aide à attirer et à retenir un personnel compétent. Cette méthode moins conflictuelle donne aussi de meilleures relations syndicales-patronales et accroît la stabilité du personnel.

« En concentrant sur la qualité des services et sur le travail important accompli par les membres du SCFP, nous faisons mieux connaître un secteur qui passe souvent inaperçu dans nos collectivités, ajoute M. Beattie. Et en exigeant dès maintenant des services de qualité et un financement accru pour le secteur, nous nous assurons un avantage à long terme, car au moins 20 autres sections locales des AIC du SCFP entameront des négociations cet automne et en 2006. »

■ Stella Yeadon et Margot Young



La ville de Winnipeg adopte une motion visant à privatiser la collecte des déchets

Suivant une recommandation de la direction, les conseillers de la ville de Winnipeg ont adopté in extremis une résolution permettant de donner en sous-traitance la totalité des contrats de collecte des déchets solides. L'économie réalisée est la principale raison justifiant cette décision.

Environ 80 travailleurs, membres du SCFP 500, font la collecte des déchets dans le centre et la partie sud de la ville. Canadian Waste, une filiale de la société privée américaine Waste Management Inc. (WMI), fait la collecte dans les autres secteurs.

« C'est incroyable, déclare, déçu, le président du SCFP 500, Mike Davidson. Les conseillers ont reconnu la qualité des services fournis par nos employés et ont ajouté que ceux-ci ne devaient pas se sentir "visés" par la décision. Mais en fermant

ce service, ils mettent à la porte environ 50 travailleurs. »

La discussion autour de la collecte publique ou privée des déchets, débat déjà vieux de dix ans, s'est envenimée depuis l'élection du nouveau maire, l'année dernière. Celui-ci, avec d'autres conseillers, a milité en faveur d'une privatisation des services tout en démontrant peu d'égards pour les travailleurs syndiqués. En entrevue avec les médias, un conseiller a même qualifié les travailleurs temporaires qui perdront leur emploi de « simples soldats tombés au combat ».

Le syndicat affirme que les travailleurs peuvent aussi aider à réduire les coûts pour la ville.

(Suite à la p.18)



Prendre le maraudage de front en Alberta



Lorsque Carol Boklaschuk a appris que le Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE) se préparait à marauder sa section locale de l'hôpital de Lethbridge, sa première réaction a été la crainte.

« Je savais que nous devons nous attendre à une lutte longue et ardue, se rappelle M^{me} Boklaschuk, présidente du SCFP 408. Ça ne me disait rien du tout. »

Sa section locale s'apprêtait à entamer des négociations et Carol Boklaschuk craignait que le maraudage favorise la division et l'acrimonie chez ses 800 membres. « Le

seul gagnant dans une guerre civile comme celle-là, c'est l'employeur. Il peut profiter de la division pour faire reculer les salaires et les avantages sociaux. »

Depuis 2001, l'AUPE fait son recrutement en maraudant d'autres syndicats, ce qui lui a valu des sanctions et une suspension du Congrès du travail du Canada et de son syndicat principal.



Nos militants ont fait pencher la balance en C.-B.

Après avoir vu les néo-démocrates de la Colombie-Britannique faire une remontée spectaculaire aux élections provinciales du 17 mai, les militants du SCFP avaient bien raison d'être fiers.

Même si peu d'observateurs croyaient que le parti formerait le gouvernement, le Nouveau Parti démocratique (NPD) revigoré a néanmoins remporté 33 sièges – un gain net de 31 sièges par rapport à 2001, année où le parti avait failli être rayé de la carte. Parmi ces nouveaux sièges, dix circonscriptions avaient été ciblées par la campagne des « collectivités fortes » du SCFP. Dans au moins trois de ces circonscriptions, les militants du SCFP ont fait pencher la balance.

De janvier à mai 2005, plus de 250 membres ont accepté de parler des élections à leurs consœurs et confrères, et certains ont même passé jusqu'à 15 soirées au téléphone à demander à leurs collègues de s'inscrire sur la liste électorale, de devenir membre du NPD ou de travailler à une campagne électorale. En tout, les bénévoles du SCFP ont fait près de 47 000 appels.

Juste avant les élections, le groupe de travail des « collectivités fortes » a produit des feuillets d'information sur 15 enjeux clés. Quatre de ces feuillets ont été traduits

en chinois, en punjabi et en tagalog (une langue des Philippines), et 120 000 ont été distribués aux membres du SCFP pendant la campagne.

Cette campagne aura notamment permis de constater que l'un des épouvantails préférés du premier ministre Gordon Campbell, les « gros syndicats », n'a eu aucun effet sur l'électorat, comme en fait foi le nombre de militants syndicaux élus. Outre la membre du SCFP Robin Austin, dans Skeena, et le conseiller syndical du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) Raj Chouhan dans Burnaby-Edmonds, on compte parmi les élus quatre membres de la Fédération des enseignants de la C.-B., deux militants de l'Association internationale des ouvriers, un travailleur chevronné des services sociaux et un militant communautaire qui a déjà travaillé pour le SCFP de la C.-B.

Le groupe de travail des « collectivités fortes » se prépare maintenant aux élections municipales du 19 novembre. « Les leçons que nous avons apprises et les bases de données que nous avons compilées dans le cadre de la campagne provinciale nous seront utiles, sans aucun doute », a déclaré Mark Hancock, le nouveau secrétaire-trésorier du SCFP de la C.-B.

■ Dan Gawthrop

« En privatisant l'ensemble des services de collecte, la ville perd le contrôle des entreprises privées qui pourront alors diminuer à leur guise les services tout en augmentant les coûts, déclare M. Davidson.

Notre syndicat n'a jamais refusé de collaborer à des initiatives susceptibles d'améliorer l'organisation du travail. Nous avons beaucoup à offrir, mais les conseillers préfèrent mettre à la poubelle une équipe qui pourrait les aider à trouver des solutions à leurs problèmes de gestion des déchets solides. »

Depuis plusieurs mois, les membres du SCFP se sont impliqués dans une grande campagne visant à obtenir l'appui du public. Malheureusement, la ville semble ne pas avoir voulu tenir compte du fait que beaucoup de citoyens désirent conserver ce service public.

« Bien que nous ayons perdu, notre détermination demeure intacte, affirme M. Davidson. Nous continuerons à nous battre contre la privatisation, afin de protéger les emplois et les services publics. »

■ Dennis Lewycky

« En Alberta, beaucoup de travailleurs ne sont pas syndiqués, souligne D'Arcy Lanovaz, président du SCFP Alberta. Pourtant, l'AUPE choisit de se battre avec le SCFP et d'autres syndicats. Lorsque l'AUPE fait du maraudage, les deux syndi-

Le jour où les travailleurs ont ratifié leur convention, l'AUPE a déposé une demande d'accréditation au conseil du travail. Sur papier, il semblait que 40 pour cent des membres du SCFP voulaient quitter le syndicat – mais ce résultat était contestable.



La présidente du SCFP 408, Carol Boklaschuk, à gauche, et la membre-organisatrice Marle Roberts distribuent des petits gâteaux le jour du vote.

cats consacrent des milliers de dollars à se faire la lutte au lieu de travailler à obtenir une meilleure convention collective. Tous les membres sont perdants. »

Selon M^{me} Boklaschuk, les membres du SCFP 408 ont décidé de prendre le maraudage de front. « Nos membres étaient inquiets pour la négociation de leur convention collective et nous avions peur que le maraudage nuise à nos chances à la table. Nous avons donc décidé de résister au maraudage en luttant pour obtenir une bonne convention collective. »

La stratégie a porté fruit. Dans certaines régions où les employés sont représentés par l'AUPE, le personnel de soutien n'allait nulle part dans les négociations. Mais à Lethbridge, les membres du SCFP 408 ont remporté une convention collective qui incluait des hausses salariales de 9 pour cent, un régime d'invalidité de courte durée, des primes salariales bonifiées et plus de congés familiaux.

« Plus de 50 personnes nous ont dit qu'elles croyaient avoir rempli un formulaire de demande de renseignements, affirme M. Lanovaz. Elles ont été très surprises d'apprendre qu'elles avaient en fait signé une demande d'adhésion à l'AUPE. »

Carol Boklaschuk et son équipe devaient maintenant faire face à un vote du Conseil du travail et ils savaient que la campagne serait ardue. Mais l'un des éléments clés de la campagne était une comparaison avec une entente que l'AUPE avait négociée à Edmonton et qui contenait des reculs et des pertes.

« Deux syndicats, tous deux représentant le personnel de soutien général dans le secteur hospitalier, négocient des ententes la même semaine, souligne M^{me} Boklaschuk. Le SCFP fait des percées et l'AUPE perd sa chemise. Pour la plupart de nos membres, la décision n'a pas été difficile à prendre. »

À presque deux contre un, les employés ont voté en faveur du SCFP.

■ Lou Arab



Québec: Deux belles victoires dans la lutte contre les PPP

Après des mois de campagne contre les partenariats public-privé (PPP), les membres du secteur des transports en commun ont savouré deux belles victoires ce printemps.

En effet, début mai, le syndicat des chauffeurs d'autobus de Montréal (SCFP 1983) a reçu l'assurance publique du président de la Société de transport de Montréal (STM) qu'il n'entendait pas recourir aux PPP.

Un mois plus tard, les dirigeants du Réseau de transport de Longueuil emboîtaient le pas et écartaient également les PPP. Ces deux prises de position ont été obtenues après plusieurs manifestations, interventions publiques et distributions de matériel explicatif à la population.

Parallèlement, les travailleurs de la Société de transport de Sherbrooke (SCFP 3434) ont mené une lutte contre la création d'une ligne de transport privée qui desservirait principalement un magasin Wal-Mart. Sous le thème « Notre transport en commun – gardons-le public ! », ils ont informé les usagers sur les effets néfastes de la privatisation et ont fait signer une pétition d'appui qui a rapidement recueillie près de 7500 noms.

Grâce à cette campagne, le syndicat a obtenu la création d'un comité paritaire où seront discutées toutes les nouvelles modifications apportées aux lignes de service. De plus, la question des PPP sera un point majeur des négociations qui doivent débiter au cours des prochaines semaines.

■ Alexandre Boulerice

1 million \$ accordé à un projet de recherche sur l'histoire ouvrière au N.-B.



« Plus les années passaient et plus je me disais que nous perdions, les uns après les autres, les témoins et les artisans de notre histoire ouvrière », raconte Raymond Léger, chercheur au SCFP national et historien.

M. Léger fait partie d'une équipe qui s'est concertée pour élaborer le premier projet de recherche d'envergure sur l'histoire du travail au Nouveau-Brunswick.

« Depuis plusieurs années, de nombreux historiens font des efforts individuels qui contribuent à la connaissance de notre histoire syndicale et du travail au Nouveau-Brunswick, dit-il. Notre rêve était de nous regrouper et de relater l'histoire sur une plus grande période avec des moyens plus importants. On avait besoin de plus de ressources. C'est comme ça que notre projet a germé. »

Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada a récemment accordé un million de dollars sur cinq ans dans le cadre du programme des Alliances de recherche universités-communautés pour la réalisation de ce projet.

« Tout est à faire, souligne M. Léger. Le projet va respecter la diversité linguistique de la province et les chercheurs sont rattachés à l'Université de Moncton et au University of New Brunswick (UNB). » Il y aura aussi collaboration avec le Musée du Nouveau-Brunswick, le Centre d'études acadiennes et les Archives provinciales. De plus, la Fédération

des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick (FTNB) et les principaux syndicats, dont le SCFP, sont des partenaires.

Le projet abordera cinq grands thèmes : l'apport du mouvement ouvrier à l'amélioration des conditions de travail, les Acadiens, le secteur forestier, les femmes et la reconnaissance publique des travailleurs. Une attention toute par-

ticulière sera accordée à l'histoire de la FTNB, fondée en 1913.

Au cours des cinq prochaines années, l'équipe publiera des articles et organisera des expositions et des ateliers. Elle travaillera d'ensemble avec les enseignants dans le but d'incorporer des ressources sur le travail au curriculum provincial des sciences humaines.

■ **Danielle Savoie**

SCFP N.-B. : Nous sommes unis !

Il y a quelques années, le slogan « Nous sommes unis ! » a fait son apparition sur les documents et les articles du SCFP Nouveau-Brunswick. Ces mots faisaient un bel effet sur le papier à entête, les épinglettes et les bulletins, mais ce n'est que l'année dernière que les membres de la province en ont saisi toute la portée.

En 2001, le SCFP N.-B. a vécu une grève dans le secteur de la santé qui s'est terminée par une loi de retour au travail draconienne. Le SCFP ne s'était pas suffisamment préparé à cette confrontation avec le gouvernement provincial et le syndicat a décidé que la prochaine fois, il serait prêt.

« La prochaine fois » n'a pas tardé. En septembre 2004, le SCFP 1252, Conseil des syndicats d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick, a déclenché un arrêt de travail. Mais cette fois-ci, les travailleurs étaient prêts à défier la loi de retour au travail et à défendre la libre négociation collective.

Le SCFP a tenu des conférences de négociation en janvier 2003 et 2004 dans le but d'élaborer un plan d'action stratégique de négociations coordonnées. En 2004, le SCFP N.-B. a adopté une résolution visant à coordonner un plan d'action qui inclurait un « pacte de solidarité ». Ce pacte donne au SCFP N.-B. le mandat de mobiliser ses 20 000 membres en vue d'une grève provinciale si le

gouvernement s'en prend à la libre négociation collective.

« Le pacte de solidarité n'est pas une monnaie d'échange, souligne le nouveau président du SCFP N.-B., Daniel Légère. C'est un outil pour riposter à toute attaque contre la libre négociation collective. Le gouvernement sait que pour le mouvement syndical du Nouveau-Brunswick, la libre négociation collective est l'équivalent du Saint-Graal et que nous ferons tout pour la protéger. »

Même avant le vote de grève du SCFP 1252, la mobilisation était commencée. Le SCFP N.-B. a organisé 16 assemblées régionales des membres dans toute la province. Les comités d'action régionaux se sont aussi mis en mouvement en tenant des réunions régulières et en distribuant de l'information aux membres.

Entre-temps, la Coalition des syndicats du Nouveau-Brunswick était créée. Formée de 18 syndicats des secteurs public et privé et représentant plus de 65 000 travailleurs, la coalition a adopté le slogan « Nous sommes unis ! ». Avec le pacte de solidarité du SCFP, ce soutien des autres syndicats a obligé le gouvernement à reculer et à négocier une nouvelle convention collective pour les travailleurs d'hôpitaux.

■ **Danielle Savoie**

The Workers' Festival – A History of Labour Day in Canada

(Disponible en anglais seulement)
Par Craig Heron et Steve Penfold,
University of Toronto Press, 2005

À première vue, l'histoire de la fête du Travail n'est peut-être pas le sujet le plus captivant qui soit. Mais ici, les auteurs ont fait de cet événement historique sans grand intérêt au départ, une fête à part entière pour les travailleurs, avec comme toile de fond l'évolution de notre paysage urbain.

Messieurs Heron et Penfold remontent aux origines de ce « festival des travailleurs », apparu bien avant sa reconnaissance officielle par le Canada en 1894. Ils jettent aussi un regard sur les

raisons de la popularité de cet événement dans le passé et examinent les différences entre le 1^{er} mai (May Day) – journée internationale des travailleurs – et la fête du Travail.

Comme le soulignent les auteurs, la journée soulignait « les grands développements culturels qui ont influencé la capacité des travailleurs de forger des projets culturels étroitement liés à leurs idéaux sociaux, politiques et économiques ». Mais c'était aussi « un jour férié qui n'a jamais vraiment appartenu aux travailleurs ».

Rempli de photos et d'illustrations, *Festival* est un ouvrage étonnamment captivant, qui nous fait remonter aux origines des « manifestations » du monde syndical moderne. Il nous fait revivre une époque où les travailleurs recherchaient l'accepta-

tion et la reconnaissance publiques qui venaient avec un défilé et d'autres festivités.

La fête du Travail était, à ses débuts, une journée destinée aux familles ouvrières et une manifestation de solidarité avec la collectivité. Mais, en fin de compte, les auteurs concluent que cet élan ne pouvait pas durer. « La grande majorité des travailleurs ont fini par délaissé ces formes de célébrations, trop solennelles, pour des manières de fêter plus informelles et plus privées », observent-ils.

Avec *Festival*, messieurs Heron et Penfold ont atteint l'objectif de tous les historiens sociaux : ils ont fait revivre de manière éclatante une page relativement méconnue de notre histoire.

■ Paul Moist, président national

Trois petits tours ... et puis l'argent s'en va !

Depuis deux ans, le SCFP a solidifié ses finances. Mais cela ne veut pas dire que nous avons été avares pour autant.

En 2004, le budget de notre caisse nationale de défense était de 5,6 millions de dollars, une somme que nous avons aussitôt presque totalement dépensée. Et la situation sera à peu près la même à la fin du présent exercice.

Au moment de mettre sous presse, les dépenses de la caisse de défense sont égales aux revenus. Nous avons affronté les privatisateurs de tout le pays. Jean Charest au Québec, Gordon Campbell en Colombie-Britannique et Dalton McGuinty en Ontario ont ressenti le mécontentement des membres du SCFP qui s'efforcent de garder nos services publics et nos collectives fortes.

Depuis le congrès de 2003, nous avons consacré plus de huit millions de dollars au soutien des membres aux piquets de grève ou luttant contre la menace de grèves ou de lock-outs.



Avec notre fonds d'exploitation, nous avons créé de nouvelles bases de données, amélioré notre technologie et accru notre personnel.

Nous avons négocié des centaines de conventions collectives. Nous avons renforcé notre fierté et notre avoir en achetant des édifices à bureaux au lieu de les louer. Et nous préparons l'avenir.

Au moment d'aborder notre congrès national, nous nous penchons sur les deux prochaines années. Nous savons que bien des luttes nous attendent. Les entreprises et les gouvernements de tout le Canada redoublent d'effort dans leurs attaques contre nos emplois et nos services.

Avec les mêmes méthodes prudentes de gestion, de planification financière et de transparence dans les décisions relatives aux dépenses, nous serons prêts et accumulons la puissance financière que méritent les membres du SCFP.

Claude Généreux

Claude Généreux
Secrétaire-trésorier national



Journée des collectivités - 5 Oct.



Que faites-VOUS pour la Journée des collectivités ?
Visitez www.collectivites.scfp.ca pour quelques idées.

Fortifier
nos
Collectivités